

LA CROISSANCE VERTE REVISITEE

Christian de Perthuis & Pierre-André Jouvét¹

Le 28 novembre 2013

A l'occasion du débat que Terra Nova organise avec ses partenaires le 6 décembre prochain, Christian De Perthuis propose ici quelques éléments de réflexion autour de la question du capitalisme vert et de sa finalité.

Le concept de capitalisme vert propose de rompre l'opposition entre écologie et croissance économique, en y opposant notamment la notion de fonction régulatrice : les services que rend la nature ne peuvent rester gratuits si l'objectif est de maintenir la possibilité d'une croissance. Or, la gratuité de l'usage des fonctions régulatrices naturelles conduit à des impasses en compromettant la croissance future.

Comment dès lors sortir de cette gratuité ? C'est un des enjeux du développement d'une fiscalité écologique, et l'une des nombreuses questions qui seront abordées lors du débat le 6 décembre prochain, qui réunira Christian de Perthuis et Bruno Rebelle².

Traditionnellement, les économistes perçoivent l'environnement comme une ressource. Qu'il s'agisse de ressources épuisables (énergie fossile) ou de ressources renouvelables (forêt, biodiversité), elles s'apparentent à un bien dont la quantité est limitée soit par l'épuisement soit par le temps de renouvellement nécessaire à sa production. La pollution, elle-même, est souvent considérée comme un stock que nous accumulons et que nous pouvons tenter de gérer au mieux (de façon « optimale »). C'est à partir d'une telle vision de la rareté que des générations d'économistes, de Malthus au Club de Rome, ont annoncé la fin programmée de la croissance. En vain puisque l'ingéniosité des hommes est toujours parvenue à repousser ces limites en déjouant leurs sombres augures.

¹ Professeurs d'économie à l'université Dauphine et à l'université Paris-Ouest-Nanterre, auteurs de : *Le Capital Vert : une nouvelle perspective de croissance*, Odile Jacob.

² Directeur de Transitions, agence conseil en développement durable, ancien responsable de Greenpeace en France et à l'international

Changeons de perspectives. Cessons de considérer l'environnement comme un stock mais comme un ensemble de fonctions régulatrices (climat, biodiversité, cycle de l'eau...) nécessaires à la reproduction des ressources. En adoptant ce point de vue, la distinction classique entre ressources épuisables et renouvelables s'estompe. Le problème n'est alors plus de savoir à quel rythme nous allons épuiser un stock, mais de s'assurer que nos comportements en termes de production et de consommation sont compatibles avec les fonctions régulatrices naturelles. Sous l'angle énergétique, ce n'est plus la crainte du *peak oil* qui doit retenir notre attention, mais bien plus le trop plein de CO2 qui risque de partir dans l'atmosphère. Or, un nombre croissant de diagnostics indiquent qu'en matière de climat, de biodiversité, de cycle de l'eau, la gratuité de l'usage des fonctions régulatrices naturelles conduit à des impasses en compromettant la croissance future. Comment dès lors sortir de cette gratuité ?

Donner un prix à la nature n'a pas plus de sens que de vouloir tarifer Notre-Dame de Paris ou la Joconde. Par contre, mesurer les coûts qu'engendrent nos modes de développement sur ses fonctions régulatrices et les imputer aux acteurs de l'économie est une condition première de la transition vers l'économie verte. L'objectif n'est pas de tenter de donner une valeur, intrinsèque ou extrinsèque, à la nature mais de mesurer les coûts de sa destruction afin de les introduire dans les décisions économiques des agents. Ceci permet de passer d'une conception classique de la production utilisant du capital physique (accumulé et fabriqué par l'Homme) et du capital humain (ensemble des connaissances accumulées et produites par l'Homme) à une conception intégrant comme troisième facteur de production le capital naturel, ou « capital vert ». La valeur ainsi accordée à l'environnement doit correspondre à la part de l'environnement que nous utilisons dans nos processus de production. Si nous parvenons, dans un premier temps, à intégrer cette valeur dans le système productif, il apparaîtra dans un second temps les potentiels de croissance qu'offre une meilleure prise en compte des ressources naturelles.

La prise en compte d'une telle valeur pose immédiatement une question de distribution. Tant qu'on ne tient pas compte de la contribution du capital naturel à la production, on surestime celles du capital humain et du capital productif en leur attribuant la totalité des rémunérations des facteurs de production. Intégrer le capital naturel implique qu'on tarifie correctement son usage. Mais en prélevant sur qui ? Si on prélève sur le travail, on ouvre les voies d'un capitalisme vert où les travailleurs devront s'ajuster à une contrainte supplémentaire édictée par le capital. Si on prélève sur le capital, on risque d'affecter le flux d'investissement productif dont le rendement est abaissé. Il faut donc trouver un compromis qui assure à la fois l'équité et la réorientation de l'investissement vers l'économie verte. Un chemin de crête, pas facile à trouver en pratique : au plan national, c'est tout l'enjeu du développement d'une fiscalité écologique. Au plan international, même casse-tête dans la négociation climatique. A Varsovie, beaucoup de gouvernements se disent convaincus de la nécessité de combattre le changement climatique. Bien peu sont prêts à mettre la main à la poche !